

Éditorial

Le spectre ottoman

En janvier 2021, trois associations ont refusé de signer la charte des principes de l'islam de France, charte républicaine devant servir de base au futur recrutement des imams dans l'Hexagone. Deux d'entre elles sont des associations franco-turques : le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) et la Communauté islamique du Milli Görüş (CIMG). En étroite relation avec Ankara, qui les finance, ces deux associations sont considérées comme les porte-parole religieux mais surtout politiques et idéologiques de Recep Tayyip Erdoğan en France. Hors de question pour elles d'entériner une charte qui condamne l'islam politique et l'ingérence extérieure. Très bien structuré par Ankara, proche des Frères musulmans, l'islam turc est par essence politique et islamiste. Il promeut un islam rigoriste et nationaliste. « L'assimilation est un crime contre l'humanité », a martelé à plusieurs reprises Erdoğan à l'intention de ses concitoyens habitant l'Allemagne ou la France et sur les voix desquels il compte à chaque élection.

Pas étonnant que le *reis* s'en prenne à la France : le projet républicain est sa hantise. Il n'a pas hésité à remettre en question la santé mentale d'Emmanuel Macron lorsque celui-ci a annoncé son projet de loi contre le séparatisme. Il a accusé le président français de « diriger une campagne de haine contre les musulmans » et a appelé le monde musulman à boycotter les produits français.

Provocations, rodomontades sans lendemain? Erdoğan ne se contente pas de vouloir saborder le projet de loi « confortant le respect des principes de la République », qui diminuerait son emprise grandissante sur l'islam de France. (La Turquie est surreprésentée en nombre de sièges au Conseil français du culte musulman, par rapport notamment à l'Algérie.)

L'agenda du président turc est celui d'une revanche. Il rêve de redonner à la Turquie sa gloire perdue. Cent ans après, il veut laver l'affront du traité de Sèvres, qui disloqua définitivement l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Reprenant le flambeau de la lutte nationaliste, Mustafa Kemal avait dessiné la carte de la nouvelle République turque, proclamée en octobre 1923. Le rêve du néo-sultan Erdoğan? Finir le travail. Reconquérir les territoires perdus de l'Empire ottoman. Montrer à son peuple et au monde entier, pour le centenaire de la République, une Turquie au sommet de son hégémonie et de son expansion.

La Turquie n'est plus seulement un acteur majeur de la région, rôle qu'elle a toujours joué de par son appartenance à l'Otan. Elle est aussi une puissance belliqueuse, déstabilisante, qui prend l'initiative et change la donne internationale. Selon Erdoğan, tout ce qui fut sous domination turco-ottomane appartient légitimement au périmètre turc, habilement assimilé à l'oumma, la communauté des croyants. Après la victoire des troupes turco-azéries contre les Arméniens du Karabakh en novembre 2020, Erdoğan a déclaré: « Le Haut-Karabakh redevient un pays de l'islam et reprend sa place sereine à l'ombre du Croissant. » Cette région, rappelons-le, est arménienne depuis l'Antiquité et les innombrables églises et monastères présents sur son petit territoire attestent de sa chrétienté millénaire.

L'année 2020 aura été celle d'une démonstration de force spectaculaire de la Turquie, sous les yeux médusés ou indifférents d'une communauté internationale trop occupée à affronter la pandémie et peu désireuse de s'attirer des ennuis avec Erdoğan, qui menace d'ouvrir à tout moment les vannes de l'immigration.

Intervention massive en Libye de militaires turcs épaulés par les mercenaires islamistes syriens, contre le général Haftar (soutenu par

la Russie et la France). Manœuvres militaires en mer Égée dans les eaux territoriales grecques et chypriotes pour s'accaparer les gisements gaziers qu'Ankara revendique au mépris de toutes les conventions internationales. « Illumination radar » d'un navire français, le *Courbet*, au large de la Libye, incroyable acte d'engagement hostile d'un membre de l'Otan envers un autre... Sans parler de l'épuration des forces kurdes de Syrie, chassées de la zone frontalière turque par les mercenaires islamistes pro-turcs au prix d'affrontements musclés avec les forces loyalistes de Damas soutenues par Moscou.

En septembre, l'Azerbaïdjan et la Turquie lançaient une agression conjointe contre les Arméniens du Haut-Karabakh, enclave arménienne en Azerbaïdjan rattachée *de facto* à l'Arménie depuis 1994. Les drones turcs eurent raison des forces arméniennes en six semaines. Djihadistes à la solde de la Turquie et soldats azéris commirent des crimes de guerre : décapitations, torture, profanation de cadavres. Les édifices religieux et tout le patrimoine arménien sont menacés. Née sur le cadavre du peuple arménien exterminé lors du génocide de 1915, la Turquie n'a cessé de nier son crime, qui comprend aussi l'extermination des Assyro-Chaldéens et des Grecs pontiques. Pire, elle ne fait pas mystère de la persistance de son appétit expansionniste. Le président azéri, soutenu par Erdoğan, a affirmé qu'Erevan, la capitale de l'Arménie, ainsi que le sud du pays étaient des terres « azerbaïdjanaises historiques »... Abandonnée par l'Occident, l'Arménie peut redouter le pire.

Qui pourrait mettre fin à l'*hubris* et à l'expansionnisme d'Erdoğan ? La Russie l'a stoppé dans le Haut-Karabakh et en Syrie mais pas en Libye. Moscou a une position ambiguë à l'égard d'Ankara, qui lui achète des S-400 et que Vladimir Poutine rêve d'éloigner de l'Otan. De fait, Poutine et Erdoğan sont désormais les maîtres du jeu dans le Caucase et au Moyen-Orient. Seule la France a clairement condamné la Turquie en mer Égée et dans le Haut-Karabakh. Quant à l'Europe, elle proclame des sanctions... symboliques.

Les États-Unis de Joe Biden pourraient changer la donne. Prenant clairement le contrepied de Donald Trump, qui entretenait d'excellentes relations avec le chef d'État turc, la nouvelle administration à

Washington s'interroge sur la Turquie, son « soi-disant allié ». Antony Blinken, nouveau secrétaire d'État américain, souhaite donner une nouvelle impulsion au Groupe de Minsk, coprésidé par la France, les États-Unis et la Russie et chargé de trouver un accord de paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh.

Sentant le vent tourner, Erdoğan apaise ses alliés de l'Otan et l'Union européenne par des mots rassurants. Comment le croire? L'Occident a-t-il vraiment le courage et l'envie de s'opposer frontalement au président turc? Les nouveaux enjeux mondiaux sont ailleurs, dans l'affrontement entre les États-Unis et la Chine. L'avenir géo-économique du monde se décide à Pékin, à Washington et de plus en plus en Inde. Même la Russie a les yeux tournés vers l'est et les routes de la soie. Dans ce contexte inédit, Erdoğan profite de l'affaiblissement de l'Europe, du désinvestissement américain des théâtres de guerre depuis Obama ainsi que des ambiguïtés russes pour pousser ses pions et multiplier ses victimes.

Valérie Toranian